

Extract of Fédération Nationale de la Libre Pensée

<http://old.fnlp.fr/spip.php?article703>

# La Libre Pensée sur France Culture - 11 décembre 2011

- émissions de France-Culture - 2011 -



Publication date: jeudi 15 décembre 2011

## Description:

Michel Barbe reçoit Bruno Benoit, Président de l'Association des Professeurs d'Histoire-Géographie (APHG)

---

Copyright © Fédération Nationale de la Libre Pensée - Tous droits réservés

---

**Bruno Benoit bonjour. Je suis Michel Barbe, militant de la Libre Pensée des Bouches du Rhône. Je suis là pour t'interviewer en tant que Président de l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie qui est très certainement la plus ancienne association d'enseignants en France. Peux-tu présenter cette association et pourquoi elle a cette ancienneté ?**

B. Benoit : Bonjour. Cette association a été créée en 1909 et qui a donc fêté son centenaire il y a deux ans. C'est une association qui a survécu à tous les conflits du 20ème siècle et qui est bien vivante en ce début du 21ème siècle. Elle a su répondre aux attentes des collègues et elle couvre tous les corps c'est-à-dire l'enseignement secondaire et l'enseignement universitaire voir même l'enseignement primaire. C'est une association qui groupe ces deux matières fondamentales qui forment un couple que sont l'histoire et la géographie. Elle a aussi été dirigée au cours de son histoire par des grands noms de cette matière qui ont insufflé et qui lui ont permis d'arriver vaillante en ce début du 21ème siècle pour affronter la dernière crise qui la touche.

**M.B. : Tu viens d'écrire pour la revue *Historiens et Géographes*, un éditorial qui s'intitule : *Nous aussi, historiens et géographes, sommes des « indignés »*. Peux-tu dire aux auditeurs quels sont les sujets d'indignation qui sont ceux des professeurs d'histoire-géographie ?**

B.B. : Ils sont très nombreux. Nous sommes indignés parce qu'aujourd'hui nous sommes confrontés à plusieurs maux qui nous affectent. Des maux qui affectent les collègues, les élèves et qui affectent au-delà la citoyenneté, le vivre ensemble et aussi cette manière d'aborder la question des savoirs. Premièrement nous sommes indignés par la disparition de l'enseignement obligatoire de l'histoire et de la géographie en Terminale S à la rentrée 2012. Nous sommes indignés par des horaires qui ne cessent de diminuer de la 6ème à la Terminale. Nous sommes indignés par des programmes qui perdent leur cohérence et qui sont des programmes avec des blocs entre lesquels il n'y a pas de liens forts qui permettent de mieux comprendre. Nous sommes indignés parce que nous ne sommes pas écoutés au niveau ministériel. Nous sommes indignés parce que la formation des jeunes collègues qui viennent de réussir un concours est laissée un peu en dehors de toute règle de formation qui permettrait d'affronter les élèves de manière claire et dans une sorte de stature forte. Nous sommes indignés et nous le dirons puisque nous organisons des Etats Généraux le 28 janvier 2012 à Paris (La Sorbonne et Louis Le Grand) pour réagir et nous faire entendre.

**M.B. : Ces Etats Généraux sont intitulés « Refonder l'école et la citoyenneté républicaines ». Qu'entends-tu par là ?**

B.B. : J'affirme d'une manière claire que la République a besoin d'une école dans laquelle l'histoire et la géographie ne seraient pas la cinquième roue de la charrette mais sont deux matières fondamentales de construction de l'individu dans sa citoyenneté française, européenne et mondiale. L'histoire est une manière d'aborder la longue durée et la géographie d'aborder l'immensité des territoires. C'est dans cette association, ce mariage, que nous essayons de mobiliser la population, les médias afin de les sensibiliser face à ces attaques qui ne sont pas nouvelles mais semblent avoir atteint aujourd'hui un degré plus fort.

**M.B. : Parmi les enseignants en histoire-géographie avec lesquels la Libre Pensée est en relation partout, il y a un mouvement de plus en plus fort, qui monte d'en bas et qui est entendu par les syndicats des enseignants, c'est le fait que les programmes d'histoire et de géographie actuels sont infaisables en particulier en première. Qu'est ce que tu peux en dire ?**

B.B. : Nous avons des remontées de la part des collègues et en effet, 3 mois après la rentrée, il s'avère que ces programmes sont infaisables car d'une part en histoire ils coupent le fil directeur qu'est la chronologie en créant des blocs comme par exemple mettre La seconde guerre mondiale avant les totalitarismes.

Deuxièmement ils créent une sorte de pression sur les enseignants avec une sorte de calendrier permanent pour ne pas rater une heure et cela influe sur les élèves qui pour la première fois auront le bac histoire-géographie en fin de première.

Il est infaisable dans ses fondements mêmes, dans ses rapports au temps et infaisable parce qu'il déstructure une démarche fondamentale de l'histoire et de la géographie.

**M.B. : Des collègues dans certains établissements, qui ont déclaré que c'était infaisable, ont dit qu'ils ne le feraient pas. Est-ce que tu penses que c'est une insubordination ou une mise en retrait comme on le voit pour se protéger contre quelque chose qui rend impossible le métier pour lequel on s'est préparé ?**

B.B. : La question est assez délicate parce qu'il est évident qu'un enseignant qui ne fait pas le programme se trouve en porte à faux avec son administration et bien évidemment avec le corps de l'inspection et le ministère. Mais je comprends qu'il y ait une situation de grand malaise. Le risque n'est pas qu'il ne soit pas fait, car je pense que les enseignants ont une conscience professionnelle mais le risque c'est que les profs, n'ayant pas les moyens corrects d'appliquer ce programme ou de faire comprendre ces matières aux élèves, ils le traitent de manière superficielle laissant en fin d'année ces jeunes élèves, au lieu de les former en profondeur et de leur donner les outils de la compréhension du monde, sur leur fin et de rater le rendez-vous avec l'histoire-géographie dans cette classe. Il peut y avoir des situations un peu rares mais qui existent, comme à Lyon et dans d'autres lycées, mais je pense que globalement les collègues le feront mais pas comme il faudrait le faire.

**M.B. : Tous le monde sait, et les enseignants d'histoire-géographie également, que le projet que le ministère est en train de mettre en place qui va transférer de l'Inspection au chef d'établissement la possibilité de noter ou d'évaluer les enseignants, est compris à mon avis comme quelque chose d'insupportable. Qu'en penses-tu ?**

B.B. : Je rappellerai que l'APHG n'est pas un syndicat mais une association loi 1901. C'est une association qui couvre plusieurs tendances, philosophies, opinions politiques et il est évident que la question que tu poses concerne toutes les matières. Les collègues ne peuvent pas être notés dans une vision clientéliste ou dans une sorte de népotisme entre le chef d'établissement et ses collègues, dans une sorte de tutorat puisque le chef d'établissement aurait cette fois main basse sur le collègue en lui mettant une note. La note qui existe déjà est une note administrative et nullement pédagogique. La note pédagogique doit être donnée par des spécialistes, des gens qui ont l'habitude, avec lesquels on peut dialoguer et expliquer notre démarche pédagogique. Sinon on ne peut que s'opposer à cette démarche.

**M.B. : Dernier point, qui concerne la géographie. Un grand nom de la géographie, Rémy Knafou, auteur de nombreux manuels, a publié dans le journal Le Monde posant cette question : « Mais où est donc passée la France ? » (Le Monde du 4 octobre) Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une question nationaliste. Qu'en penses-tu ?**

B.B. : Traditionnellement le programme sur la France se trouvait en classe de Première et selon l'Inspection les collègues ne le traitaient pas d'une part parce que les programmes étaient un peu démentiels et on le passait un peu en pertes et profits. Aujourd'hui en remettant officiellement la France dans le programme de Première, j'ai déjà conscience par le contact avec les collègues, que la géographie est un peu victime de ce programme TGV obligeant les collègues à « faire du chiffre ». La géographie de la France est fondamentale pour des élèves qui ont besoin de connaître le territoire dans lequel ils vivent. Si Rémy Knafou dit « Où est passée la géographie de la France » c'est plutôt une question pour dire il faut à tous prix enseigner la géographie de la France.

Je rappelle que notre association est divisée en régionales correspondant aux académies et se sont ces régionales qui assurent la formation aujourd'hui et beaucoup d'entre elles ont répondu à Rémy Knafou puisque beaucoup de régionales font des journées de formation pour les collègues puisque le ministère ne prend pas en charge ces formations.

**M.B. : Penses-tu que le Ministère va entendre la parole de la l'APHG dans cette situation ?**

B.B. : Je rappellerai que l'APHG et la Libre Pensée, deux associations anciennes, avons des craintes fortes que le Ministère n'entende pas même nos Etats Généraux et nos cahiers de doléances. Le Ministère a une vision très négative des enseignants. Pour avoir rencontré du ministère, il a une vision sur les enseignants de personnes qui souffrent. Qui souffrent pourquoi ? Il devrait tout simplement descendre à la base et regarder de près ce que c'est qu'un enseignant aujourd'hui confronté à des classes difficiles, à des programmes comme on vient de le rappeler, souvent difficiles à expliquer à des élèves qui souvent n'ont pas la culture que voudraient ces programmes. Ces programmes demandent une culture que nous n'avons plus le temps d'enseigner, que nous n'avons plus le temps de construire.

Le Ministère qui voit plutôt les enseignants comme des souffrants que comme des acteurs et des collègues qui font fassent, se trompe fortement.

**M.B. : Les professeurs d'histoire et de géographie seront ceux qui vont réaliser ces Etats Généraux du 28 janvier et les militants de la Libre Pensée ne seront pas les derniers à les soutenir dans ce mouvement.**

B.B. : On aimerait que les médias nationaux, radios, journaux, viennent écouter, entendre, non pas parce que nous sommes des pleureurs, mais parce que nous sommes porteurs d'une réelle réflexion sur ces matières et que la plupart des hommes et des femmes qui aujourd'hui ont des responsabilités ou non, aiment ces matières parce qu'elles ont été des moments de culture, des moments d'ouverture et elles ont servi à leur compréhension du monde et de l'histoire nationale.

Je crois qu'il faudrait que nous soyons fortement soutenus et relayés, comme aujourd'hui, jusqu'au 28 janvier pour être entendu.

**M.B. : Le libre penseur que je suis est un dévoreur de livres et de revues d'histoire comme on en voit dans toutes les vitrines des librairies. Les français aiment l'histoire et aiment la géographie. Le fait que l'on supprime cet enseignement mécaniquement en Terminale et qu'on le détruit de l'intérieur par la remise en cause de la chronologie est un attentat à la démocratie ! Qu'en penses-tu ?**

B.B. : Depuis le début de cette interview on tourne autour de cette volonté de retrouver l'histoire géographie obligatoire en Terminale S et c'est là une volonté sur laquelle on ne transigera pas.

Cette émission est enregistrée à Lyon et j'aimerais dire qu'au moment de la Fête des Lumières j'espère que les Lumières lyonnaises puissent éclairer le Ministère de l'Education nationale et puissent leur montrer et leur dire que sabrer l'histoire-géographie ont toujours été depuis Guizot des moments de très faible démocratie.

L'histoire-géographie est une matière porteuse de démocratie.

**M.B. : L'APHG est toute occupée à préparer ces Etats Généraux. Comment vois-tu cette opération qui va se dérouler pendant les élections présidentielles ?**

B.B. : Elle a lieu avant que la campagne se déchaîne. Pour ces Etats Généraux on voudrait un réel soutien de la société civile. Je pense que seule la société civile pourrait faire revenir le gouvernement actuel, et les candidats à la Présidentielle, en leur mettant l'accent sur la nécessité de revoir la copie sur l'histoire-géographie. Je ne crois pas qu'en gagnant un peu d'heures pour des raisons budgétaires cela réduira la dette de la France mais au contraire cela

va endetter intellectuellement la génération qui arrive.

Ecoutez les professeurs d'histoire-géographie et tous ceux qui défendent cette matière c'est une urgence !